



Les «rencontres au sommet» ont beau sembler importantes, il n'en ressort généralement rien. Lorsque des politiciens de l'UE se réunissent par exemple pour un sommet, généralement un sommet de crise, on peut en principe anticiper le résultat. Beaucoup de rhétorique, une cordialité ostentatoire, une empathie généralement feinte, mais aucun résultat au bout du

compte. Et pourtant, on parle toujours de progrès, voire de percée. C'est une perception à la fois subjective et situationnelle. Les politiciens de l'Union monétaire européenne n'ont pas d'égal quand il s'agit de qualifier des compromis bancals de grande réussite ou, à peine plus modeste, de solution. Rappelons-nous seulement l'histoire récente. Combien de fois n'a-t-on dit que la crise grecque était résolue. L'économie n'est cependant pas du même avis que la politique. Si la BCE n'avait pas soutenu la diplomatie moribonde, la dette de la Grèce aurait sans doute été décotée depuis longtemps et le pays ne serait peut-être même plus membre de la zone euro. La diplomatie des compromis boiteux ne constitue apparemment pas une stratégie durable, mais pourtant c'est celle sur laquelle tout le monde mise.

Art ou déchet?

La diplomatie pourrait certes être du grand art. Mais quand on confond ajournement et succès politique ou le compromis boiteux en question avec une solution et que les principes à géométrie variable sont considérés comme le seul moyen viable de la realpolitik, l'art de la diplomatie prête à controverse. L'art est affaire de goût en définitive. Lorsque je regarde de l'art, je me demande parfois en toute franchise: est-ce de l'art ou est-ce à jeter? J'estime qu'il n'en va pas autrement de la diplomatie. Elle ne plaît finalement qu'à ceux qui la jugent indispensable. Or, la diplomatie devrait se baser sur des résultats objectivement mesurables et non sur le goût, les paroles ou l'automystification. Ce n'est pas parce que l'on s'est quitté en bonne intelligence, que l'on a créé un chef-d'œuvre. Or, cette conviction est toujours très marquée, au moins dans la perception des intervenants. Sommets de l'OPEP qui ne débouchent sur rien, nobles objectifs des sommets environnementaux qui suscitent un engouement généralisé mais que personne ne respecte ou question des réfugiés en Europe où des pays luttent encore aujourd'hui pour ne pas concrétiser ne serait-ce que le minimum de ce qu'ils avaient défendu: voici autant de résultats de la haute diplomatie.

Qu'accomplissons-nous?

Les paroles ne sont d'aucun secours. «Nous y arriverons», slogan né d'une émotion parfaitement compréhensible de la chancelière allemande (qui n'avait en effet pas été touché par la photo du petit Aylan, allongé mort, le visage dans le sable sur une plage turque?), s'est désormais mué en «nous

expulsons également (systématiquement)». Car à la veille des élections en Allemagne, le peuple ne se souvient plus guère d'Aylan, mais ne voit plus que des réfugiés économiques et des profiteurs ainsi que des partenaires européens indignes de confiance. Nous sommes devenus insensibles et indifférents et surtout fatigués d'une telle impuissance. Alep ou récemment Mossoul sont loin de faire autant les gros titres que les premières exécutions publiques publiées sur Internet par l'EI ou la première attaque au gaz sur cinq faubourgs de Damas en août 2013. J'étais moi aussi suffisamment naïf à l'époque pour croire que l'horreur avait franchi un cap et provoquerait un changement en Syrie. Depuis, les marchés des actions ont de nouveau fortement progressé.

La mondialisation se joue de la diplomatie

Depuis hier, nous savons que rien ne change. Cette guerre affreuse qui a déjà coûté la vie à un demi-million de personnes fait maintenant rage en Syrie depuis 2011 et des gaz toxiques ont une nouvelle fois été utilisés. La consternation est de nouveau très grande, la diplomatie est en alerte et l'ONU et Cie vont convoquer de nouveaux sommets. On peut cependant se demander d'où viennent ces armes, qu'il s'agisse de gaz moutarde, de sarin ou de gaz chloré, car la Syrie avait en effet détruit ses armes chimiques sur l'«injonction» de Moscou, alors que différentes attaques au gaz ont néanmoins été menées par la suite. Grâce à la mondialisation, autrement dit l'ouverture des marchés internationaux, même l'EI est désormais en mesure d'opérer avec de telles armes douteuses. Les circonstances économiques prennent sans doute le pas sur l'impuissance diplomatique. Il suffit de se pencher sur les pays soumis à des sanctions économiques négociées par la diplomatie. Ce sont avant tout les intérêts économiques qui l'emportent au final. En Iran, n'importe quel produit de luxe peut par exemple être acheté, malgré des années de sanctions et les investisseurs s'y bousculent dans l'attente de leur assouplissement. Pourquoi aurait-on encore besoin de diplomatie dans ces conditions? Les marchés l'ont compris, car ils ne prêtent plus aucune attention à ces prétendus sommets. L'économie n'est en effet pas la politique.

Martin Neff, chef économiste de Raiffeisen

Sommets (de crise) choisis

Année	Intitulé	Décision / conséquences	Résultat
1991	Sommet de Maastricht	<ul style="list-style-type: none"> • Entre autres, introduction de l'euro (1999) • Introduction des critères de Maastricht pour l'euro 	<ul style="list-style-type: none"> • Importantes lacunes et point d'interrogation de taille derrière l'euro. Aucun mécanisme de contrôle efficace concernant le respect des critères. Aucun rapprochement réel des cycles conjoncturels. • Les problèmes sont passés sous silence et ne sont pas abordés.
2005	2005 World Summit	<ul style="list-style-type: none"> • Formulation de huit objectifs de développement («objectifs du Millénaire») pour l'année 2015 	<ul style="list-style-type: none"> • Succès extrêmement modestes qui n'ont pour la plupart rien à voir avec le sommet, mais avec l'ascension de la Chine qui a permis à des millions de personnes de sortir de la pauvreté. • Les chiffres ont été partiellement embellis, p. ex. en modifiant les bases de calcul. Des objectifs subséquents («Sustainable Development Goals») ont été décidés en 2015
2012	Conférence des Nations unies sur le développement durable (à Rio)	<ul style="list-style-type: none"> • Adhésion à la coopération au développement et à la Green Economy 	<ul style="list-style-type: none"> • Aucune promesse contraignante dans la déclaration finale. Le sommet est considéré comme un échec.
2011- aujourd'hui	Plusieurs sommets de crise de l'UE sur la Grèce	<ul style="list-style-type: none"> • Trois plans d'aide • FMI également impliqué 	<ul style="list-style-type: none"> • Six années de bricolage avec des plans d'aide massifs, mais peu de progrès, l'économie grecque stagne dans le meilleur des cas. • Même selon le FMI, le niveau d'endettement de la Grèce n'est pas tenable sans décote de la dette. Or, celle-ci est refusée par les partenaires de l'UE.
2012- aujourd'hui	Plusieurs sommets de crise sur la Syrie, avec une médiation de l'ONU depuis 2015	<ul style="list-style-type: none"> • Vagues déclarations d'intention • Bras de fer entre les Etats-Unis et la Russie 	<ul style="list-style-type: none"> • Maintien du statu quo • Les sommets de crise sont souvent utilisés pour gagner du temps et «créer des faits».
2015 (février)	Sommet de crise à Minsk sur la crise ukrainienne	<ul style="list-style-type: none"> • Accord de Minsk • Décision de cessez-le-feu et de décentralisation du pouvoir • Un dialogue national est recherché. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les escarmouches se poursuivent, l'accord a plusieurs fois été violé • Peu de progrès politiques, aucune décentralisation. La situation est toujours très tendue.
2015 (novembre)	Valletta Summit on Migration I	<ul style="list-style-type: none"> • Lutte contre les causes de la fuite (Fonds fiduciaire d'aide d'urgence pour l'Afrique) • Meilleur rapatriement des réfugiés 	<ul style="list-style-type: none"> • Ces mesures sont une goutte d'eau sur une pierre brûlante. La Libye n'est pas un partenaire fiable et la Syrie est totalement ignorée.
2017 (février)	Valletta Summit on Migration II	<ul style="list-style-type: none"> • Plus forte coopération avec la Libye (pays de transit important pour les réfugiés africains). • Armement des gardes-côtes libyens. 	<ul style="list-style-type: none"> • Cette approche n'est judicieuse qu'à première vue. Elle n'est cependant pas à la hauteur des enjeux. On souhaite éloigner le problème le plus possible de nos propres frontières.

Mentions légales importantes

Ceci n'est pas une offre

Les contenus publiés dans le présent document sont mis à disposition uniquement à titre d'information. Par conséquent, ils ne constituent ni une offre au sens juridique du terme, ni une incitation ou une recommandation d'achat ou de vente d'instruments de placement. La présente publication ne constitue ni une annonce de cotation ni un prospectus d'émission au sens des articles 652a et 1156 CO. Seul le prospectus de cotation présente les conditions intégrales déterminantes et le détail des risques inhérents à ces produits. En raison de restrictions légales en vigueur dans certains Etats, les présentes informations ne sont pas destinées aux ressortissants ou aux résidents d'un Etat dans lequel la distribution des produits décrits dans la présente publication est limitée.

Cette publication n'est pas destinée à fournir au lecteur un conseil en placement ni à l'aider à prendre ses décisions de placement. Des investissements dans les placements décrits ici ne devraient avoir lieu que suite à un conseil approprié à la clientèle et/ou à l'examen minutieux des prospectus de vente contraignants. Toute décision prise sur la base de la présente publication l'est au seul risque de l'investisseur.

Exclusion de responsabilité

Raiffeisen Suisse société coopérative fait tout ce qui est en son pouvoir pour garantir la fiabilité des données présentées. Cependant, Raiffeisen Suisse société coopérative ne garantit pas l'actualité, l'exactitude et l'exhaustivité des informations divulguées dans la présente publication.

Raiffeisen Suisse société coopérative décline toute responsabilité pour les pertes ou dommages éventuels (directs, indirects et consécutifs) qui seraient causés par la diffusion de cette publication ou de son contenu, ou liés à cette diffusion. Elle ne peut notamment être tenue pour responsable des pertes résultant des risques inhérents aux marchés financiers.

Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière

Cette publication n'est pas le résultat d'une analyse financière. Par conséquent, les «Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière» de l'Association suisse des banquiers (ASB) ne s'appliquent pas à cette publication.